



Déclaration de l'intersyndicale de l'Enseignement Agricole Public de la région Occitanie  
ÉLAN COMMUN/FO-EA/SEA-UNSA

CREA Occitanie

### **C'est un HOLD UP doublé d'un MENSONGE !**

En cette rentrée, sans aucune information préalable, de nombreux et nombreuses enseignant·es de l'Enseignement Agricole Public intervenant dans les classes de Bac Pro renouvelé ont vu leurs fiches de service "trafiquées", contraignant les un·es à travailler plus pour atteindre leurs obligations de service, les autres à subir une réduction de leur rémunération !

Quel mépris à l'égard d'une profession alors qu'en même temps son manque d'attractivité est reconnu (50% des postes proposés aux concours en 2023 non pourvus) ! Le nouveau calcul du temps de travail, instauré à la dernière minute et en catimini pour certain·es, serait généralisé à la rentrée 2024 et forcerait les enseignant·es à "travailler autant pour gagner moins" ou à "travailler plus pour simplement gagner autant". Et c'est la pluridisciplinarité, pourtant tant vantée, y compris par le ministre, qui ferait les frais de cette décision !

Malgré une journée de grève et de manifestation devant la direction générale à Paris, le 14 novembre dernier, le ministre Marc Fesneau reste inflexible ; il assume la nouvelle règle de gestion. Il ment même devant les sénateur·trices lors de son audition le 15 novembre ("il n'y a pas d'augmentation du temps de travail", "c'est travailler autant et différemment pour gagner autant", etc.) et, alors qu'il s'était engagé à recevoir "sous dix jours" l'intersyndicale, ne trouve plus de date dans son agenda...

L'intersyndicale dénonce les manipulations et mensonges du ministre et refuse une nouvelle dégradation, liée aux "contraintes budgétaires", des conditions de rémunération et de travail des enseignant·es de l'enseignement agricole.

Monsieur le Ministre, Monsieur le Directeur régional, c'est une ligne rouge que les enseignant·es ne laisseront pas dépasser.

L'intersyndicale de l'Enseignement Agricole Public d'Occitanie revendique le boycott du CREA convoqué ce jour et de toutes les autres instances de l'enseignement agricole en réponse au mépris de notre ministre. Elle revendique le retrait immédiat de cette "mesure de gestion" brutale et injuste. Assez de mépris !